

Considérations préliminaires

Sauveurs de la patrie

On ne peut faire ni l'histoire des rois, ni l'histoire des peuples, mais celle de ce que l'un représente face à l'autre... Ce sont là deux termes, où l'un n'est jamais l'infini et l'autre le zéro.

Michel Foucault¹

Il est pratiquement impossible de comprendre le phénomène des camps de concentration en Argentine sans étudier les caractéristiques de certains acteurs politiques qui y ont cohabité, que ce soit pour les administrer ou pour les subir – notamment les forces armées et les organisations de guérilla, principaux protagonistes du drame.

Rappelons tout d'abord que, de 1930 à 1976, les forces armées n'ont cessé d'accroître leur influence politique et leur autonomie : en entretenant des liens étroits avec le pouvoir, mais aussi à travers leur propre lutte pour le pouvoir et en prenant fait et cause pour différents projets politiques des secteurs dominants. Si en 1930 l'armée n'était intervenue que pour sauver les intérêts de l'oligarchie dans le sillage de la grande crise de 1929, en 1976, en revanche, elle est intervenue pour mettre en œuvre son propre projet politique, élaboré dans ses rangs et motivé par ses propres intérêts.

Lorsque, avec l'avènement du radicalisme – et plus encore avec le péronisme –, les oligarchies économiques du pays ont perdu leur emprise sur le système politique et ont été désavouées par les urnes, les forces armées, et en particulier l'armée de terre, se sont posées en passerelles incontournables du pouvoir, en exploitant le levier des soulèvements militaires. Elles se sont ainsi mises au service de différentes fractions du pouvoir, désireuses de récupérer un certain soutien populaire, mais surtout de maintenir leur domination.

Les forces armées se sont peu à peu constituées en noyau dur et homogène du système, capable de représenter les secteurs clés de la société et de négocier leur accès au pouvoir. Elles se sont alliées, alternativement ou simultanément, la grande bourgeoisie industrielle, les élites du secteur agro-exportateur et les tenants du capital monopolistique. Toute décision politique devait désormais avoir leur imprimatur. Les oligarchies compensaient la perte du soutien populaire par la puissance dissuasive et répressive des armes : le pouvoir politique reposait au premier chef sur le pouvoir militaire.

En affirmant leur capacité de négociation avec différents secteurs de la société, les forces armées se sont elles-mêmes diversifiées, laissant apparaître dans leurs rangs des groupes soutenant telle ou telle fraction du bloc au pouvoir. En ce sens, l'institution était représentative des courants atomisés mais, guidée par son sens de la discipline et du respect de la hiérarchie, elle n'en restait pas moins dans son ensemble homogène et subordonnée à la classe dominante du moment. Si les courants internes ont pu s'exprimer et trouver une certaine cohérence, c'est parce que l'armée avait choisi de défendre les intérêts des grandes entreprises, mais aussi parce que ses fondements mêmes reposaient sur tout un réseau

d'allégeances et d'influences : l'appartenance à une arme ou une promotion donnée, les carrières communes ou les rapports personnels peuvent en effet créer des liens plus profonds et susciter davantage de respect et de reconnaissance que les sympathies politiques ou idéologiques. C'est là une particularité qui a joué un rôle fondamental dans un pays où les classes dominantes n'avaient jamais réussi à forger une alliance stable et où les partis politiques cherchaient vainement à retrouver leur représentativité face à une société complexe et ambivalente. Dans une certaine mesure, cette atomisation des forces politiques et économiques a donc été compensée par la cohésion disciplinaire de l'appareil militaire et par son ascendant sur la société.

C'est ainsi que l'armée a superposé à son pouvoir militaire une fonction de représentation des divers courants et clans dominants, qui lui a été tacitement adjugée. Cette accumulation de prérogatives explique sa grande indépendance vis-à-vis de chacun de ces courants et clans particuliers.

Forte de cette autonomie relative et de cette concentration de pouvoirs, elle en est venue à se substituer de plus en plus clairement à l'État, se plaçant au cœur des institutions politiques pour assurer le maintien et le renouvellement du pouvoir étatique, tandis qu'en face, les partis étaient incapables de concevoir le moindre projet pour reprendre en main le gouvernement.

Pendant quarante-cinq ans, les militaires se sont ainsi systématiquement posés en « sauveurs » de la patrie – ou du moins des classes dominantes. Parallèlement, d'importants secteurs de la société civile elle-même se sont tour à tour mis à réclamer et exiger cette « intervention salvatrice » de l'armée. En 1976, il n'y avait pas un seul parti politique en Argentine qui n'ait, à un moment ou un autre, apporté son soutien à l'un des nombreux putschs militaires. La

gauche populaire, la gauche dure, les conservateurs, les péronistes, les socialistes et jusqu'aux communistes avaient tous, à un moment donné, pactisé avec les forces armées.

Le général Benito Reynaldo Bignone, le dernier président nommé par la junte, justifiait le rôle politique de l'armée : « On n'a jamais vu un général se lever un matin et décider sur un coup de tête de renverser un gouvernement ! Un coup d'État, c'est bien autre chose : c'est quelque chose qui part de la société et va vers l'armée, qui ne fait jamais que répondre à une demande². » Ce raisonnement est pernicieux car il n'est que partiellement vrai. Il serait plus juste de dire que les coups d'État partent de la société et reviennent vers elle : la société n'est pas plus le mauvais génie qui les engendre, que leur victime sans défense. Civils et militaires tissent la trame du pouvoir. Civils et militaires ont soutenu en Argentine un pouvoir autoritaire et putschiste qui s'efforçait de gommer tout dysfonctionnement. Pourtant, cette trame n'est pas homogène : elle comporte des noyaux durs et aussi des fissures, des points et des lignes de fuite, qui, en soi, sont révélateurs de la nature du pouvoir.

Dans la longue succession des coups d'État, celui de 1976 a ceci de particulier qu'il était le premier à recueillir l'assentiment unanime et la participation active des trois armes. Il s'est agi d'un mouvement institutionnel, qui a fait intervenir toutes les unités sans qu'apparaisse la moindre rupture dans les structures hiérarchiques, bien décidées cette fois à donner une issue radicale et définitive à la crise.

Le 24 mars 1976 marqua un tournant décisif dans l'histoire de l'Argentine. Le péronisme, ce « mal » qui a laissé son empreinte sur la vie de la nation pendant des décennies, agitant le bâton et la carotte pendant trente ans, venait de connaître son ultime expérience,

qui s'achevait sur un échec fracassant. Il n'y avait pas eu la moindre trêve dans la violence au cours de ces années qui avaient vu le retour de Perón au gouvernement et l'effondrement de son modèle de concertation, la perte de contrôle du mouvement péroniste, les empoignades des candidats à la succession à la présidence et le gouvernement désastreux d'Isabel Perón, le retour en force de la guérilla, la crise économique la plus grave de l'histoire argentine jusqu'alors. En un mot comme en cent, le pays était en proie au chaos.

L'Argentine semblait alors avoir joué toutes ses cartes. La société civile était excédée, à commencer par la classe moyenne, qui aspirait à un retour de l'ordre. Les militaires étaient prêts à « sauver » une fois de plus le pays, qui se laissa faire, disposé à fermer les yeux du moment qu'il retrouvait la tranquillité et la prospérité perdues depuis des années – du fait, précisément, des gouvernements militaires successifs.

Les trois armes ont pris sur elles de lancer cette entreprise de « sauvetage ». Les militaires étaient décidés à mettre en œuvre tous les changements nécessaires pour faire de l'Argentine *un autre pays*. Cela passait par ce qu'ils appelaient une « intervention chirurgicale de grande ampleur ». Les camps de concentration devaient faire office de « salles d'opération » – c'était d'ailleurs le surnom que l'on donnait aux salles de torture. Ils furent aussi, à coup sûr, le laboratoire d'une nouvelle société ordonnée, contrôlée, terrorisée.

L'armée a donc assuré la mise au pas de la société pour la modeler à son image, et selon des méthodes toutes militaires : il s'agissait d'astreindre le corps social à la discipline, avec la même brutalité que celle qu'avait subie dans sa chair le corps militaire, jusqu'à l'incorporer. Au début du siècle, déjà, le châtiement corporel – confinant à la torture – faisait partie

intégrante de la discipline inculquée aux soldats et conscrits, c'est-à-dire à la totalité de la population masculine du pays. Chaque recrue, chaque gradé, chaque officier apprenait ainsi au cours de son intégration et de sa formation à reconnaître la toute-puissance et l'arbitraire du pouvoir sur son propre corps et sur le corps collectif de l'institution militaire.

Une fois que l'individu l'a assimilée dans sa chair, la discipline devient obéissance, « soumission à l'autorité légitime. Le devoir du soldat est d'obéir : c'est la première obligation et la qualité la plus importante de tout militaire³ ». En clair : on ne discute pas les ordres, on les exécute.

Ce principe d'obéissance aux ordres, gravé au fer rouge dans les institutions militaires, mérite que l'on s'y arrête. Plus l'ordre est lourd de conséquences, plus sa formulation est diffuse, « euphémique », et plus est diffuse également la source dont il émane, qui se perd dans une interminable chaîne de commandement.

Certains mécanismes internes favorisent l'obéissance et diluent la responsabilité. Tout ordre suppose, implicitement, un processus préalable d'autorisation. Le simple fait qu'un ordre soit émis semble le justifier automatiquement, car on part du principe qu'il a reçu le feu vert de quelque autorité supérieure – et donc légitime. Pour le subordonné, tout se passe comme s'il n'avait pas le choix. À tout jugement moral vient s'opposer le devoir d'obéissance et le sentiment que quelqu'un d'autre, en haut lieu, a pris et assumé la responsabilité de sa décision. L'exécutant se sent ainsi dégagé de tout questionnement et se borne à obtempérer. Les autres sont des complices silencieux.

Ce devoir d'obéissance est également lié à la peur, qui le renforce. La peur est inspirée par la sévérité notoire des sanctions pour insoumission, et alimentée en permanence par de nouvelles menaces. Et le fait qu'un indi-

vidu accepte de se soumettre à l'institution n'exclut nullement qu'il n'en craigne le potentiel destructeur.

Intervient également un phénomène de bureaucratisation qui induit une certaine routine, « banalise » les atrocités et rend d'autant plus difficile la remise en question des ordres. Dans la longue chaîne de commandement, chaque subordonné n'est qu'un exécutant parmi tant d'autres et n'a, par là même, aucune maîtrise de l'ensemble du processus. Les actes sont donc fragmentés et les responsabilités diluées.

Les chefs émettent des ordres qui seront répercutés assez loin pour qu'eux-mêmes ne se salissent pas les mains. Quant aux exécutants, ils ont le sentiment d'être les rouages d'un engrenage complexe qu'ils ne dominent pas et qui peut les broyer. En ce sens, le camp de concentration apparaît comme une machine de destruction douée d'une vie propre, et qui s'est si bien emballée qu'il semble que personne ne peut plus l'arrêter. Ce sentiment d'impuissance oblige à accepter le pouvoir secret, occulte, perçu comme tout-puissant, et engendre une attitude de soumission généralisée.

Enfin, par l'élargissement de la discipline à la société dans son ensemble, les comportements d'obéissance rencontrent un large consensus et la marge d'insubordination ne peut être que très limitée. Le dispositif, étudié pour conditionner les individus à obéir systématiquement et aveuglément, laisse toutefois place à divers degrés d'obéissance – de la parfaite incorporation à l'acceptation contrainte –, voire à la désobéissance qui, quoique marginale, persiste. Et de fait, il est illusoire de chercher à homogénéiser et à contrôler intégralement la société, voire le cœur même du pouvoir.

Nous avons évoqué en manière de préambule l'autonomie croissante de l'armée, ses liens avec la société

et la place privilégiée qu'occupent dans ses rangs la discipline et la peur pour rappeler que sans ces éléments, l'expérience concentrationnaire n'aurait pas été possible. Je ne reviendrai pas ici en détail sur les particularités du pouvoir dans le cadre du « Processus de réorganisation nationale » mis en place par la junte militaire dès mars 1976. Elles apparaîtront au fil du texte, à travers l'une de ses créations – peut-être la plus occulte –, tout à la fois périphérique et centrale : le camp de concentration.

Toutefois, précisons d'emblée que les militaires n'ont rien inventé ; les particularités de ce pouvoir liquidateur, ou pouvoir de disparition, n'étaient pas nouvelles. Elles étaient profondément enracinées dans la société qui, depuis le XIX^e siècle, s'attachait à faire disparaître tout élément perturbateur, gênant ou conflictuel.

Ce qui ne signifie pas qu'il faille envisager ce « Processus de réorganisation nationale » comme un simple prolongement ou une version revue et corrigée de pratiques anciennes. Il a, fort au contraire, inauguré une configuration inédite qui devait poser les bases fondamentales d'une institutionnalisation qui perdure. Ce n'est pas non plus un monstre que la société aurait engendré par quelque hasard incompréhensible. C'est un enfant légitime mais monstrueux et peu présentable, qui révèle comme à plaisir des secrets de famille honteux mais cache soigneusement le côté le plus intime de son être. Nous tenterons ici de regarder sans crainte ni complaisance cette face cachée, qui se dissimule sous les traits d'une « démesure » érigée en norme d'un *pouvoir fondé sur la disparition*, qui lui-même se dérobe parfois à notre vue.

L'avant-garde éclairée

Les morts demandent aux vivants : souvenez-vous de tout et racontez-le ; pas seulement pour combattre les camps, mais aussi pour que notre vie, en laissant d'elle une trace, garde son sens.
Tzvetan Todorov⁴

Au cours des années 1970, la lutte armée s'est considérablement développée en Amérique latine, mais aussi en Palestine et en Asie, et s'est même propagée jusque dans des pays stables comme l'Allemagne, l'Italie et les États-Unis, où plusieurs mouvements ont repris à leur compte cette conception politique, privilégiant l'action armée comme moyen de créer « les conditions de la révolution ».

Il ne s'agissait pas d'un phénomène marginal : l'usage de la violence, fondé plus particulièrement sur le principe du *foco*, le foyer insurrectionnel, était devenu pratiquement incontournable pour les mouvements radicaux de l'époque. Dans le vaste spectre des cercles révolutionnaires, seules les gauches stalinienne et marxistes orthodoxes ont échappé à l'influence de la lutte armée.

La guérilla argentine s'inscrivait dans cette logique et ne peut se comprendre que dans ce contexte. La conception foquiste des organisations de guérilla, qui partait du principe que de l'action armée naîtrait une révolution sociale, a abouti à une dérive militariste de la révolution sociale. En réalité, même si elle a été renforcée par le foquisme, cette vision de la politique comme rapport de force n'est absolument pas une innovation de la nouvelle génération de guérilleros – pas plus de la mouvance péroniste que des guévaristes : elle était profondément enracinée dans la vie politique argentine, au moins depuis 1930.

Toute cette génération a grandi dans un climat répressif, marqué par les coups de force et la violence politique : le putsch de 1955, lors duquel l'armée a tiré sur la foule et bombardé une manifestation péroniste sur la place de Mai ; les exécutions sommaires de 1956 à José León Suárez ; les tentatives d'éviction du péronisme entre 1955 et 1973, alors même que le parti représentait les couches les plus défavorisées de la population et recueillait la majorité des suffrages aux élections libres ; la « révolution argentine » de 1966, qui a enterré le processus démocratique et dont la politique de répression a provoqué des insurrections populaires dans les principales villes du pays (Córdoba, Tucumán, Rosario et Mendoza) entre 1969 et 1972... La guérilla considérait donc qu'elle répondait à une violence installée de longue date dans la société.

Au début des années 1970, de nombreuses voix, y compris celles de politiques, d'intellectuels, d'artistes, s'élevaient pour revendiquer la violence, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Argentine. Dans certains cercles de la jeunesse, l'une des plus écoutée n'était autre que celle de Juan Perón. Celui qui, quelques années plus tard, devait qualifier les guérilleros de « mercenaires », d'« agents du chaos », et d'« inadaptés », n'hésitait pas, en 1970, à affirmer : « La dictature qui écrase la patrie ne cessera d'exercer sa violence que devant une violence plus grande⁵ » ; « La subversion doit s'étendre⁶ » ; « Ce qui est institué, c'est la violence. Et seule une autre violence peut la détruire. Une fois que l'on a emprunté cette voie, on ne peut plus revenir en arrière. La révolution sera nécessairement violente⁷. »

Par ailleurs, les premières actions de la guérilla et l'écho qu'elles trouvèrent auprès de nombreux secteurs de la société ont confirmé l'idée que la lutte

armée était un moyen d'aborder les conflits politiques. Des jeunes, âgés pour la plupart de 18 à 25 ans, ont réussi à attirer l'attention du pays tout entier par des attaques de banques, des enlèvements, des assassinats, des attentats à la bombe, entre autres actions violentes qui leur donnaient une expression politique. « Oui, oui, je suis terroriste, oui, oui, de tout mon cœur... » scandaient en 1973 des dizaines de milliers de jeunes rassemblés dans les rangs de la Jeunesse péroniste qui, en réalité, n'avaient jamais été des terroristes – dans le meilleur des cas, seule une petite poignée avait participé à la lutte armée.

Que voulaient-ils ? Une société meilleure, tout simplement, qu'ils espéraient instaurer à travers la gauche ou le péronisme. Dans le langage de l'époque, par « patrie socialiste » on entendait essentiellement promotion de la justice sociale, meilleure répartition des richesses et participation politique. Ces jeunes voulaient être les fers de lance d'une Argentine plus solidaire, et ils étaient prêts à payer cette ambition de leur vie.

À ses débuts, entre 1970 et 1974, la lutte armée concentrait son action sur des cibles très politiques, mais plus la riposte militaire s'intensifiait, plus la violence prenait un tour spectaculaire, qui exagérait le poids politique réel de la guérilla ; la lutte armée, qui n'était à l'origine que l'expression privilégiée de la politique, est peu à peu devenue la politique en soi.

Entre 1972 et 1974, les organisations armées péronistes avaient si bien assimilé le péronisme dans leur pratique de base qu'elles en avaient retiré une conception plus riche et plus complexe, mêlant foquisme et populisme. Cette ouverture s'est toutefois affaiblie et appauvrie à mesure que les Montoneros prenaient leurs distances par rapport au mouvement péroniste, pour se retrouver de plus en plus isolés politiquement.

Leur militarisation les a éloignées de la lutte de masse et a eu deux autres effets déterminants : elle les a incitées à vouloir établir une armée populaire revendiquant tous les caractères d'une armée régulière, et elle a alimenté la répression qui, surtout dans le cas des Montoneros, a réduit à néant l'énorme travail de base accompli entre 1972 et 1974.

Comme beaucoup d'autres organisations latino-américaines, la guérilla argentine a été sapée de l'intérieur, tant par cette tendance à la militarisation (qui la poussait à reproduire, au moins partiellement, le pouvoir autoritaire qu'elle prétendait contester), que par tout un ensemble de phénomènes connexes mais non moins importants (absence de participation des militants à la prise de décisions, autoritarisme des états-majors et volonté d'occulter les divergences). Une chose est certaine : au moment du coup d'État militaire de 1976, l'effritement de la guérilla était déjà relativement avancé.

Les armes peuvent rendre fou : elles créent l'illusion d'une domination absolue sur la vie et la mort. Bien entendu, elles n'ont en soi aucun sens politique, mais à partir du moment où de très jeunes gens qui, pour la plupart, n'avaient aucune maturité politique, s'en sont emparés, elles ont dressé un mur d'arrogance et de suffisance qui ne relevait pas exclusivement d'une certaine naïveté politique. Lorsqu'en 1974 les guérilleros ont voulu défier la formidable puissance de l'armée argentine, il ne s'agissait pas pour eux de mener des actions ponctuelles pour l'affaiblir, la diviser et y ouvrir des brèches, mais bel et bien de mettre sur pied une autre armée, aussi puissante, voire davantage, et tout aussi homogène et structurée. La guérilla s'était constituée pour résister à la structure monolithique de l'armée et la saper par la stratégie du harcèlement. Et voilà qu'elle aspirait maintenant à lui ressembler et à s'y substituer – se

mettant ainsi en position de faiblesse. Les forces armées ont riposté en déchaînant toute la violence dont elles étaient capables.

La répression qui, au lendemain du bref « printemps démocratique », s'est abattue sur les organisations sociales et politiques de gauche en général et sur les organisations armées en particulier est d'abord partie de la droite péroniste, alliée à des organes clés de l'appareil répressif. Dès octobre 1973, l'Alliance anti-communiste argentine (AAA, plus connue sous le nom de « Triple A ») est entrée en action, sous l'autorité du ministre du Bien-Être social, José López Rega, avec la complicité et la protection des services de sécurité.

À la mort de Perón, profitant des luttes de succession qui déchiraient le mouvement péroniste, la Triple A est passée à la vitesse supérieure : entre juillet et août 1974, elle a été à l'origine d'un assassinat toutes les dix-neuf heures⁸. Pour le seul mois de septembre, elle a procédé à près de 200 liquidations. C'est à cette époque qu'a commencé la pratique des disparitions.

En 1974 et 1975, la guérilla a pour sa part multiplié les actions armées, dont l'ampleur et la brutalité n'ont toutefois jamais égalé celles des opérations paramilitaires – la guérilla n'a par exemple jamais eu recours à la torture, qui était monnaie courante dans la pratique des « escadrons de la mort » de la Triple A. On a alors assisté à une véritable escalade de la violence entre la droite et la gauche, au sein du péronisme comme à l'extérieur.

Au lendemain du coup d'État de 1976, la Triple A a infligé de très lourdes pertes aux organisations de guérilla (déjà isolées et minées de l'intérieur) lors des campagnes de répression massives lancées avec une violence inouïe contre toutes les formes d'opposition,

politiques, économiques et autres. L'ERP [*Ejército revolucionario del pueblo*, Armée révolutionnaire du peuple, guévaristes] comme les Montoneros persistaient pourtant à se croire indestructibles et restaient convaincus que leur destin historique les mènerait nécessairement à la victoire.

À partir du 24 mars, la pratique de disparitions de la Triple A a pris un caractère quasi institutionnalisé, inaugurant ainsi une nouvelle stratégie contre-insurrectionnelle. En quelques mois, les forces armées ont presque totalement anéanti l'ERP et les cellules régionales des Montoneros qui opéraient dans les provinces de Tucumán et de Córdoba. Selon les statistiques, au cours du dernier trimestre 1976, on enregistrait un assassinat politique toutes les cinq heures, une bombe toutes les trois heures, et quinze enlèvements par jour⁹. L'écrasante majorité des victimes étaient des guérilleros : l'ERP a purement et simplement été annihilée, tandis qu'en l'espace d'un an, 2000 Montoneros ont été liquidés. Les rapports d'Amnesty International pour cette période recensaient entre 5000 et 6000 prisonniers politiques dans le pays.

Roberto Santucho, le leader de l'ERP, a compris trop tard : « Nous nous sommes trompés sur le plan politique et en sous-estimant la capacité des forces armées au moment du coup d'État. Notre principale erreur a été de ne pas avoir prévu le recul du mouvement des masses, et de ne pas nous être repliés¹⁰ », reconnaissait-il en juillet 1976, quelques jours avant sa mort et la disparition de son organisation.

Bien loin d'une telle réflexion, la direction des Montoneros se livrait entre-temps à de sombres « calculs de guerre », estimant que si l'organisation arrivait à sauver une poignée de guérilleros dans le pays (une centaine, rapporte Gasparini¹¹) et quelques autres au-delà des frontières, le mouvement renaîtrait de ses

cesendres lorsque la junte aurait achevé sa vaste entreprise de « réorganisation nationale ». Plutôt que de concéder un pouce de terrain, elle a pratiquement livré une bonne partie de ses militants, qui allaient constituer l'essentiel de la population des camps de concentration.

La guérilla s'est ainsi retrouvée piégée autant par la répression que par sa propre dynamique et sa logique interne, se coupant de ce fait de plus en plus nettement de la société. Tout un ensemble de facteurs décisifs a contribué à l'échec militaire et politique du projet guérillero. Politiquement, il s'explique précisément par ce déphasage avec la société, auquel il faut ajouter la militarisation du volet politique et la tendance à privilégier une logique révolutionnaire qui ne tenait aucun compte des réalités, tant la victoire semblait acquise et indiscutable. Du point de vue purement organisationnel, cet échec est dû, entre autres choses, à la prééminence accordée aux structures internes au détriment de la stratégie politique, à l'éviction des militants dans les mécanismes de promotion et de prise de décisions, à la négation et à la sanction des désaccords internes au nom de la discipline, et à l'enkystement d'une direction inepte et inefficace, mais persuadée d'être inamovible et infaillible.

Ces données internes liées à l'intensification de la répression ont refermé un étau meurtrier sur les organisations. Les militants vivaient avec une épée de Damoclès au-dessus de la tête depuis 1975 et savaient qu'ils avaient bien plus de chances d'être anéantis que de survivre. Même si beaucoup, dans un éclair de lucidité politique ou par simple instinct de survie, ont quitté leurs organisations pour s'exiler ou se cacher dans le pays – et finir par se faire prendre –, nombreux furent ceux qui choisirent de rester jus-

qu'au bout, malgré l'évidence de la défaite. Pourquoi ?

En partie par attachement aux principes fondateurs du mouvement – qui avaient pourtant déjà perdu beaucoup de leur force –, mais aussi et surtout parce qu'ils avaient le sentiment de ne plus pouvoir faire marche arrière. Les fidèles du dernier carré – qui ont pour la plupart payé leur engagement de leur vie – étaient tiraillés entre un sentiment confus de devoir ou de culpabilité vis-à-vis de leurs camarades morts, un système artificiel de convictions politiques qui ne tenaient que sur la dynamique interne des organisations, la répression externe qui ne laissait aucune chance aux déserteurs ni aux repentis, et la répression interne qui punissait de mort les déserteurs.

C'est dans ce contexte particulièrement pénible qu'ils sont tombés aux mains des militaires et ont été jetés dans les nombreux camps de concentration et d'extermination où les attendait une mort lente, douloureuse et sinistre et où ils subiraient la torture – pratiquée indéfiniment et sans répit.

Poussés à bout, les militants tombaient les uns après les autres. De fait, ils étaient condamnés d'avance : par des conceptions politiques dogmatiques (comme celle de la victoire inéluctable) qui tombaient immédiatement face à la réalité des *chupaderos* (les « aspirateurs », c'est-à-dire les centres de détention) ; par le sentiment de traque, de plus en plus perceptible au fil de longs mois au cours desquels ils voyaient disparaître leurs amis, leurs camarades, leurs propres maisons, et tous leurs repères ; par la méfiance à l'égard des organes dirigeants, latente d'abord, puis de plus en plus manifeste à mesure que se poursuivait le processus d'annihilation ; par l'insoutenable solitude qu'imposait la clandestinité ; par la nécessité de garder des liens avec leur organisation, moins par conviction que pour échapper à la solitude ou par

crainte (car ceux qui avaient coupé les ponts n'avaient pas pu quitter le pays, faute d'être aidés par les réseaux clandestins) ; et enfin par un climat délétère où n'importe qui pouvait se faire dénoncer par n'importe qui.

Autant de raisons – parmi bien d'autres – qui ont permis de faire du *chupadero* un instrument de la répression. Car s'il est vrai que la torture indiscriminée et illimitée a fourni aux militaires une arme redoutable pour exercer une répression très efficace, il n'en reste pas moins que les forces armées avaient affaire à un « ennemi » déjà très affaibli : la guérilla en était arrivée à un point où elle était mieux préparée à mourir qu'à vivre ou à survivre – éventualités qui, en tout état de cause, apparaissaient de plus en plus incertaines.

«L'expérience de domination totale menée dans les camps de concentration dépend de la soustraction de ces derniers au monde de tous les autres, au monde des vivants en général [...] L'isolement explique le singulier manque de réalité et de crédibilité dont sont frappés tous les récits en provenance des camps de concentration. [...] Ces camps sont la véritable institution centrale du pouvoir totalitaire en matière d'organisation. [...]

Tout homme qui parle ou écrit à propos des camps de concentration est encore tenu pour suspect; et si celui qui parle a résolument regagné le monde des vivants, il est souvent assailli de doutes sur sa propre bonne foi, aussi tenaces que s'il avait pris un cauchemar pour la réalité.»
Hannah Arendt¹²

Le pouvoir, tout à la fois individualisant et totalitaire, dont, pour reprendre l'image de Deleuze, les segments molaires sont immergés dans le bain moléculaire qui les alimente¹³, est avant tout un mécanisme de répression aux multiples facettes.

Les rapports de pouvoir qui se tissent dans une société donnée, et plus particulièrement ceux qui ont été établis et reformulés en Argentine tout au long du xx^e siècle, proviennent, comme nous l'avons vu, d'une série d'affrontements, souvent violents et comportant toujours une forte composante répressive. Il n'y a pas de pouvoir sans répression, mais au-delà de ce constat, on pourrait dire que la répression est l'âme même du pouvoir. Les formes qu'elle prend révèlent la nature la plus profonde du pouvoir qui, paradoxalement, en s'affichant et en s'offrant à la vue de tous, demeure secrète, occultée, niée.

Dans le cas argentin, la présence continue de l'armée dans la vie politique dissimule mal le caractère violent de la domination, qui se montre, se donne en menace permanente, comme pour se rappeler constamment à l'ensemble de la société. «Je suis là, avec mes colonnes d'hommes et mes armes, regardez-moi bien», proclame le pouvoir à chaque coup d'État, chaque défilé patriotique.

Pourtant, les uniformes, le discours rigide et autoritaire, les communiqués froids diffusés par les

chaînes de radio et de télévision à chaque soulèvement ne représentent que la face la plus présentable du pouvoir des militaires, leur habit du dimanche, pour ainsi dire. Ils arborent un visage dur et autoritaire, mais le maquillent sous un vernis de propreté, de droiture et de netteté – autant de qualités absentes de l'exercice quotidien du pouvoir, où ils apparaissent davantage comme des bureaucrates cruels et cupides que comme les hérauts de l'ordre et de la civilisation qu'ils prétendent être.

Ce pouvoir, dont le noyau dur est l'institution militaire, mais qui implique d'autres secteurs de la société et qui se perpétue par mutation et clonage dans des gouvernements civils et militaires depuis la fondation de la nation, se pense et se veut total. Or, cette volonté totalisante n'est jamais qu'une ambition du pouvoir car «il y a toujours une feuille qui s'échappe et s'envole sous le soleil»: dans toute société, en toute situation, tout pouvoir, aussi totalitaire et solidement établi soit-il, présente inévitablement d'innombrables lignes de fuite et trous noirs.

Pour décrire la nature spécifique de chaque pouvoir, il faut donc envisager non seulement son noyau dur, ce que lui-même estime être ses éléments constitutifs, mais aussi ce qu'il exclut et ce qui lui échappe, ce qui se soustrait à son système complexe, à la fois central et fragmentaire.

C'est là que la fonction répressive trouve son sens, mise en œuvre pour contrôler, appréhender, inclure tout ce qui échappe à ce modèle qui se veut total. Car, au bout du compte, l'exclusion n'est rien d'autre qu'une forme d'inclusion: l'inclusion des éléments perturbateurs à la place qu'on leur assigne. Ainsi, les mécanismes et les technologies de la répression révèlent la nature même du pouvoir, la façon dont il se conçoit lui-même, la manière dont il intègre, réaffecte, restitue ce qui lui échappe, ce qu'il estime être extérieur à sa nature.

La répression et la punition s'inscrivent dans la logique du pouvoir et, de ce fait, en reprennent les techniques et les mécanismes. C'est pourquoi, selon la nature du pouvoir, la répression prend des formes particulières. C'est ce que je me propose d'analyser ici.

Si ce noyau dur ne se montre que partiellement, n'affichant que son visage «présentable» (qui apparaît dans les défilés, le système pénal, l'exercice légitime de la violence), il dissimule en revanche sa face «honteuse», moins reluisante (qui *disparaît* dans le contrôle illégal des correspondances et des vies privées, l'assassinat politique, la pratique de la torture, les intrigues et autres manœuvres douteuses).

Le pouvoir *montre* et *dissimule* en permanence, et il se révèle autant par ce qu'il affiche que par ce qu'il cache. La face cachée et la face visible présentent des aspects apparemment incompatibles, qui s'avèrent pourtant entretenir d'étranges liens. Ce qui m'intéresse ici, c'est cette face niée du pouvoir, qui a toujours existé, mais sous des aspects très différents.

En Argentine, elle s'est toujours donnée sous sa forme la plus élémentaire: l'assassinat politique. La torture a été systématisée et institutionnalisée pour les prisonniers politiques après la révolution de 1930 puis, quand elle s'est portée sur les délinquants de droit commun, elle a été banalisée et même admise par la société. L'enlèvement, suivi de l'assassinat et de la restitution du corps de la victime, est apparu au début des années 1970, mais cette pratique restait encore relativement exceptionnelle.

Pour cruelles qu'elles soient, toutes ces méthodes sont radicalement différentes de la disparition de personnes, qui mérite une analyse particulière. Loin d'être un euphémisme, le terme de *disparition* doit s'entendre très littéralement au sens où un individu

disparaît à un moment donné, s'évanouit dans la nature, sans laisser la moindre trace qui permette de savoir s'il est mort ou vivant. Il n'y a ni corps de la victime ni corps du délit. Il peut y avoir des témoins de l'enlèvement et on peut soupçonner un assassinat, mais concrètement, il n'y a pas de corps pour en attester.

La disparition comme forme de répression politique est apparue après le coup d'État de 1966. Elle n'était alors pratiquée que de façon ponctuelle et généralement par des groupes proches du pouvoir, mais pas nécessairement par des services de répression institutionnelle. Son usage s'est systématisé à partir de 1974, sous le gouvernement péroniste, peu après la mort de Perón. À cette époque, les disparitions étaient le fait de la Triple A et du commando des « Libérateurs de l'Amérique », des groupes que l'on pouvait qualifier de parapoliciers ou paramilitaires. Ils étaient composés de membres des forces de répression, et soutenus par des instances gouvernementales telles que le ministère du Bien-Être social, mais ils opéraient indépendamment de ces institutions. Ils étaient liés au pouvoir institutionnel qui les appuyait, mais ils pouvaient également s'en dissocier.

Ce n'est qu'en février 1975, quand un décret du pouvoir exécutif a donné l'ordre d'*anéantir* la guérilla, donnant le coup d'envoi de l'« Opération Indépendance », qu'a réellement débuté dans la région de Tucumán une politique institutionnelle de disparition de personnes, avec le silence complice du gouvernement péroniste, de l'opposition radicale et de nombreux secteurs de la société. Certains, comme c'est souvent le cas, ne savaient rien ; d'autres ne voulaient pas savoir. Et c'est précisément à ce moment que sont apparues les premières institutions indissolublement liées à cette forme particulière de répression : les camps de concentration et d'extermination.

Le paradigme de la disparition, en tant qu'instrument du pouvoir en place, et son corrélat institutionnel, le camp de concentration et d'extermination, sont apparus à un moment où les institutions démocratiques fonctionnaient et dans le cadre même du gouvernement d'Isabel Perón. Ce n'était toutefois encore qu'un instrument répressif parmi d'autres.

Le coup d'État de 1976 a marqué un tournant décisif : la disparition et le camp de concentration et d'extermination n'étaient plus une forme de répression mais l'outil répressif par excellence que le pouvoir a mis entre les mains de l'armée. Dès lors, la répression n'était plus centrée sur les prisons, mais s'est articulée sur le système de disparition de personnes, élaboré au sein même des forces armées.

Comment s'est traduite cette évolution ? Les nouvelles modalités de la répression sont révélatrices d'une évolution de la nature du pouvoir. Je pars du principe que le « Processus de réorganisation nationale » n'a pas été une perversion singulière, un phénomène étranger à la société argentine et à son histoire, mais qu'elle s'inscrit dans son tissu, qu'elle y est étroitement associée et qu'elle est directement issue des modalités et des caractéristiques du pouvoir en place.

Mais j'affirme également que ce processus n'était pas un simple prolongement et renforcement des dispositifs existants : il s'agissait bel et bien d'un remaniement total de ces dispositifs, auxquels d'autres sont venus s'ajouter pour donner lieu à de nouvelles formes de diffusion du pouvoir dans la société. Et il doit sa réussite à un instrument de répression : les camps de concentration et d'extermination.

Les camps de concentration, ce secret de Polichinelle que tout le monde craint, que beaucoup ignorent et que quelques-uns nient, ne peuvent exister que lorsque la volonté totalisante de l'État trouve son

Pouvoir et disparition

expression moléculaire, s'immerge profondément dans la société, la pénétrant et s'en nourrissant. C'est pourquoi ils constituent un instrument répressif à part, dont on ne saurait sous-estimer la singularité. Toutes les sociétés ne se dotent pas de camps de concentration. Il existe certes beaucoup de pouvoirs assassins et, en un certain sens, on pourrait presque dire qu'ils le sont tous. Mais tous les pouvoirs ne sont pas concentrationnaires. L'analyse de ses caractéristiques et des modes de répression et de contrôle qui lui sont propres est une façon de parler de la société elle-même et de la façon dont le pouvoir s'est imposé à un moment donné, pour se ramifier et disparaître, tantôt sous la même forme, tantôt sous une forme mutée, dans le pouvoir qui circule et se reproduit aujourd'hui.

Il n'existe dans l'histoire des hommes aucune parenthèse inexplicable. C'est précisément dans ces périodes d'« exception », dans ces moments troubles et douloureux que les sociétés cherchent à oublier, à mettre entre parenthèses, qu'apparaissent au grand jour, sans médiation ni circonstances atténuantes, les secrets honteux du pouvoir quotidien. L'analyse du camp de concentration en tant qu'instrument répressif peut nous fournir une clé pour comprendre les particularités d'un pouvoir qui a imprégné tout le tissu social et qui ne peut pas avoir *disparu*. Si le pouvoir s'est leurré en pensant pouvoir *faire disparaître* les éléments perturbateurs, il est tout aussi illusoire pour la société civile de vouloir croire que ce pouvoir de disparition puisse disparaître, par quelque coup de baguette magique.